

Initiatives ministérielles

Aujourd'hui, nous voulons promouvoir notre secteur des sciences et de la technologie. Le gouvernement accorde actuellement des crédits d'impôt d'environ un milliard de dollars au titre des sciences. Bien entendu, ces crédits d'impôt visent à aider le Canada à participer à la révolution scientifique et technologique et les petites et moyennes entreprises à créer des emplois au Canada. Pour ma part, j'estime que ces crédits d'impôt au titre des sciences et de la technologie sont peu judicieux. Ils ne vont pas aux petites et moyennes entreprises qui en ont vraiment besoin. Une grande partie de ces dépenses sont affectées aux multinationales et aux grandes sociétés. Ces crédits ne permettent pas d'atteindre les résultats escomptés.

Nous devons donc débattre de ces questions à la Chambre. Nous devons modifier et améliorer notre régime fiscal pour qu'il soit dans l'intérêt de tous les Canadiens et qu'il permette de créer des emplois. Or, des solutions simples à des problèmes complexes ne suffiront pas.

Ce projet de loi, que j'appuie, bien sûr, est une mesure financière du gouvernement et un élément indispensable du budget de 1995. Je suis heureux de faire partie d'un gouvernement qui continue d'honorer l'engagement qu'il a pris de répondre aux objectifs qu'il s'est fixé dans ce budget.

M. Jim Silye (Calgary—Centre, Réf.): Monsieur le Président, j'aimerais toucher un mot des observations formulées par le député de Durham, notamment les propos qu'il a tenus contre le principe d'un impôt uniforme. À en juger par ce qu'il a dit, je ne crois pas qu'il comprenne grand-chose à l'impôt uniforme. L'impôt uniforme est un moyen simple de faire en sorte que le régime fiscal soit équitable pour tous les contribuables. Il renforcera considérablement les incitatifs à travailler, à investir et à épargner.

Le député a parlé de notre problème. Le problème national, c'est la dette et les impôts élevés. Cela n'a rien à voir avec le déficit. On peut faire face au déficit, il suffit de hausser les impôts et de réduire les dépenses, et le tour est joué. Le gouvernement affirme que le problème, c'est le déficit, et qu'il va ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB. Le gouvernement ne fait qu'empirer le problème. Il agrandit le trou en augmentant la dette.

Ce qu'il faut faire, c'est scruter nos dépenses à la loupe et trouver des moyens de stimuler l'économie, de créer un régime fiscal qui soit favorable à la croissance, quelque chose qui va amener le gouvernement à nous laisser tranquilles, à cesser de puiser dans nos poches, pour que nous puissions jouir d'un meilleur revenu disponible.

J'en ai assez de voir les gouvernements se succéder sans rien modifier au régime fiscal, sous prétexte de réduire le déficit. Notre pays a besoin d'une réforme fiscale en profondeur. Tous les autres pays se préoccupent de leurs impôts élevés. Tous les autres pays agissent. Et le député de Durham, un ministériel, vient nous dire que c'est une solution simpliste.

Dans les mois qui viennent, tout au long de l'année, il aura l'occasion de se rendre compte que ce n'est pas une solution simpliste, qu'il s'agit au contraire d'une solution très complexe.

Le simple impôt uniforme est moins simple qu'il n'y paraît. Le simple impôt uniforme n'est pas aussi simple à mettre en oeuvre que le laisse entendre, selon lui, le Parti réformiste. Il y a, dans ce domaine, bien des choses à discuter et à débattre. Incontestablement, si on élargit l'assiette fiscale, si on procède à une redistribution à cet égard, il est possible de réduire le taux. L'impôt uniforme fera disparaître tout ce dont a parlé le député, à savoir échappatoires fiscales, les incitatifs et les abris fiscaux.

Donc, on ne fera plus de distinction entre les recettes de l'industrie forestière ou celles de l'industrie pétrolière et gazière, entre le revenu des riches, celui de la classe moyenne et celui des moins bien nantis. Tout cela, c'est l'assiette fiscale. Nous voulons réduire les impôts au maximum. Nous voulons élargir l'assiette fiscale le plus possible, de façon que nous puissions faire baisser le taux maximum le plus possible. Voilà ce que nous entendons par équité.

Dans le cadre d'un taux uniforme, quelle que soit la forme qu'il prendrait, que ce soit un taux uniforme pur ou proportionnel, d'un taux à la Mills ou à la Hall-Rabushka, ou de tout autre type de taux uniforme, ce qu'il faut, c'est de protéger les gens à faible revenu qui gagnent le salaire minimum ou à peu près. Nous ne voulons pas que ces gens paient de l'impôt. On va réduire ainsi les pressions exercées sur les programmes sociaux. Les gens à revenu moyen ne seront pas touchés. Leur situation demeurera pratiquement la même. Or, ils vont être heureux de savoir que, lorsqu'on aura fait disparaître les échappatoires fiscales, les encouragements et les abris fiscaux, les riches paieront davantage d'impôt, même si leur taux restera inférieure à ce qu'il est maintenant. C'est l'intérêt d'un taux uniforme et c'est pourquoi nous devrions envisager cette possibilité. Cela peut sembler une solution très simple, mais il n'en est rien.

• (1545)

Un taux uniforme n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. C'est très complexe. En fait, il est très difficile et même plus difficile de mettre en oeuvre une chose simple qu'une chose compliquée.

Le ministre de la Justice a présenté le projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Il s'agissait d'une mesure extrêmement complexe. C'était une mesure très détaillée, mais il l'a fait adopter sans problèmes. N'est-ce pas vrai, monsieur le Président?

Le taux uniforme va être une réforme fiscale extrêmement difficile à examiner. Je voudrais signaler maintenant que ce n'est pas aussi simple que cela. Je ne dis pas, au nom du Parti réformiste, qu'un taux uniforme est simple. Il s'agit simplement de simplifier le régime. C'est là l'avantage. Grâce à la simplification du régime fiscal, nous pourrions économiser des milliards de dollars de coûts d'observation.

Le député veut-il en savoir davantage, monsieur le Président? Le gouvernement n'aurait plus alors à essayer de procéder à la microgestion de l'économie. Il récompenserait l'initiative en laissant de 75 à 80 p. 100 de tous les dollars gagnés dans les poches des gens, plutôt que dans celles du gouvernement, ce qui est préférable.